

société

Les dépenses de logement s'envolent

Habitat . Elles ont atteint leur niveau le plus haut depuis vingt ans.

Entre les loyers, l'énergie et les charges, les Français ont consacré en moyenne 21,2 % de leurs revenus pour leur logement en 2004, révèle une étude du service économie, statistiques et prospective du ministère de l'Équipement publiée jeudi dernier. « C'est le plus haut niveau jamais atteint ces vingt dernières années, supérieur de trois points à celui de 1984 », note le document qui précise que le logement coûte presque deux fois plus cher aux ménages que l'alimentation (12,2 %) ou le transport (12,6 %).

La hausse des dépenses logement s'est poursuivie en 2005 « pour la quatrième année consécutive à un rythme supérieur à 5 % », en partie à cause d'un mouvement de hausse des loyers. Ceux-ci ont crû tant dans le secteur privé (+ 4 % en moyenne après) que dans le secteur social (+ 3 %, comme en 2004) en raison de la flambée de l'indice qui leur servait jusqu'ici de référence (l'indice du coût de la construction ou ICC qui a été remplacé depuis le 1er janvier 2006 par l'indice de référence des loyers) mais également de la forte augmentation des prix de l'immobilier. Déjà, en 2004, le renchérissement des loyers (+ 2,7 % en moyenne) et des charges (+ 3 %) dépassait nettement le niveau de l'inflation (1,8 %), montrant que, plus que toute autre dépense, celles concernant le logement ne cessent de s'alourdir.

À la flambée des loyers, s'ajoute celle des prix de l'énergie, en particulier du gaz et du fioul qui ont connu respectivement des bonds de 6,8 % et 29,7 % en 2005. Il en résulte, pour l'année 2005, une hausse de + 6,6 % dans les dépenses courantes (loyers, chauffage, éclairage, eau, assurance, entretien à la charge des locataires, impôts et taxes diverses). « Ces dépenses (...) pèsent d'autant plus dans le budget des ménages que les revenus et le pouvoir d'achat ralentissent à nouveau en 2005 », relève l'étude qui note dans le même temps la quasi-stabilité des aides personnelles au logement.

Cette forte augmentation « n'est pas une découverte », note Jean-Pierre Giacomo, président de la Confédération nationale du logement (CNL). Et de préciser que, « pour 2005, la hausse est trois fois supérieure à celle de l'inflation. Mais, poursuit-il, ce qu'il est important de noter, c'est que nous sommes sur des dépenses incompressibles, à l'inverse d'autres postes de dépenses des ménages comme l'alimentation ou les loisirs. » Et de conclure en exigeant « une revalorisation importante des aides personnelles au logement ».

Cyrille Poy